

Des enseignants militants d'extrême droite : genèse d'un engagement atypique et gestion d'un stigmat

Alors que le Rassemblement national se revendique comme le premier parti d'opposition et que le plafond de verre sous lequel il ne pourrait que demeurer dans l'opposition semble se fissurer, cet article étudie l'engagement militant de professeurs à l'extrême droite. Si la sociologie politique a largement souligné la pluralité du vote frontiste, la diversité partisane de l'extrême droite demeure moins étudiée. Le cas des enseignants engagés à l'extrême droite constitue alors un objet d'étude singulier. Le regard porté sur ce militantisme minoritaire interroge autant des trajectoires atypiques d'engagement politique que la banalisation du Rassemblement national. Il permet, enfin, de comprendre les ressorts d'un engagement a priori coûteux. La banalisation de l'extrême droite en général, et du Rassemblement national en particulier, est en effet loin d'être achevée, comme en témoigne le coût important de ce militantisme pour les enquêtés interrogés dans le cadre de cette enquête.

Benjamin Chevalier
PRAG de SES à
Sciences Po Strasbourg
et doctorant (SAGE)

Le 12 octobre 2013, Marine Le Pen officialise la création du collectif Racine [1], rassemblement « d'enseignants patriotes ». Cette association vise à fédérer autour du parti des acteurs et des thématiques jusque-là peu représentés au sein de l'organisation, et à mettre en lumière l'élargissement supposé du socle militant et électoral frontiste. Pour Alain Avello, cofondateur de Racine, il s'agit plus particulièrement de « [...] *montrer qu'il existe des professeurs avec un engagement politique assumé* » [2]. Dès sa création, ce collectif occupe donc une fonction sémaphorique qui vise à mettre en scène l'élargissement socioprofessionnel de l'influence frontiste. En tant que groupe socioprofessionnel, les enseignants sont en effet marqués par une forte tradition d'engagement politique historiquement ancré à gauche (Frajerman, 2008 ; Lefebvre et al., 2022). Leurs syndicats (et notamment la FEN) ont longtemps entretenu certaines proximités – non dénuées d'ambiguïté – avec le Parti socialiste, à la faveur de « *références [politiques] communes* » et d'une importante « *interpénétration militante* » (Ferhat, 2011). Il est intéressant d'étudier les causes de l'engagement de certains enseignants du second degré – public et privé sous contrat – dans les rangs d'un parti qui apparaît peu plébiscité par les membres de ce groupe socioprofessionnel et en décalage avec les comportements politiques majoritaires et traditionnels de la profession. Bien que cet engagement soit improbable statistiquement [3] et marginal, nous postulons qu'il peut être expliqué sociologiquement ; en l'occurrence par une approche socio-biographique par entretiens.

Nous proposons donc d'étudier ici quelques conditions sociales favorables à la production de ce militantisme d'extrême droite chez des enseignants et les conséquences possibles de cet engagement sur leurs trajectoires professionnelles et militantes. Nous nous appuyons pour cela sur l'analyse de dix trajectoires biographiques issues d'une série d'entretiens menés entre 2016 et 2021 avec des enseignants militants ou ayant milité dans un parti d'extrême droite. Les enquêtés sont exclusivement des professeurs – en majorité d'Histoire-Géographie – enseignant dans le secondaire en filière générale qui exercent leur activité dans des établissements – publics et privés sous contrat – relevant d'académies différentes et scolarisant des publics socialement variés. Ce présent article se propose d'interroger, d'abord, la genèse d'un militantisme perçu comme peu légitime parmi les enseignants et qui peut même apparaître en contradiction avec la culture du métier, et, ensuite, de comprendre comment cet engagement se maintient malgré le stigmat professionnel qu'il est susceptible de constituer.

[1] Le collectif Racine, désormais affilié au parti politique Les Patriotes, est remplacé depuis novembre 2017 par le « Forum Ecole et Nation ».

[2] Propos repris dans le quotidien Le Figaro du 3 septembre 2014 (« Les collectifs du FN, un objectif plus médiatique que politique », Marion Joseph)

[3] Ces tendances demeurent confirmées par de récentes études quantitatives. Géraldine Farges, à partir d'une enquête par questionnaire menée auprès de 9000 enseignants à l'échelle nationale relève que seuls 0,3% des répondants du premier degré et 0,1% du second degré se positionnent à l'extrême droite (Farges, 2017).

Tableau 1. Présentation synthétique des enquêtés-ées

| Prénom | Discipline | Concours | Niveau | Type d'établissement |
|---------|---------------------|------------------|---------|----------------------|
| Clément | Histoire-géographie | CAFEP | Lycée | Privé sous contrat |
| Maxence | Histoire-géographie | CAPES | Lycée | Public |
| Samuel | Histoire-géographie | CAPES | Lycée | Public |
| Yann | | Stagiaire | Lycée | Public |
| Xavier | Histoire-géographie | CAPES | Lycée | Public |
| Bernard | Histoire-géographie | Retraité (CAPES) | Lycée | Public |
| Laurent | Histoire-géographie | CAFEP | Collège | Privé sous contrat |
| Éric | Langue vivante | CAPES | Collège | Public |
| Lise | Langue vivante | CAPES | Collège | Public |
| Alain | Philosophie | CAPES | Lycée | Public |

S'engager dans l'enseignement et au Front national : les conditions sociales d'une mise en cohérence peu commune

Le caractère atypique des formes militantes étudiées relève ici de l'articulation a priori improbable entre les engagements des enquêtés et le groupe professionnel auquel ils appartiennent. Il importe en conséquence d'étudier comment les enquêtés développent, au fil des expériences socialisatrices juvéniles, des dispositions et des goûts favorables à l'engagement professoral d'un côté et à l'extrême droite de l'autre. Les trajectoires militantes ne sont cependant jamais données : l'étude de la genèse des dispositions ne doit mener à présager avec certitude de la finalité, ni du chemin politique demain arpenté. Les désajustements, discordances, dissonances, décalages, clivages... peu importe les termes et leurs nuances, produisent en effet des conversions partielles de grandes ampleurs. La réduction de la focale permise par le recours à l'analyse socio-biographique fait ainsi apparaître les diverses dynamiques sociales de l'engagement à l'extrême droite des professeurs enquêtés.

La construction d'un goût pour l'encadrement et pour l'enseignement

L'individu, même pluriel (Lahire, 1998), n'est jamais vraiment sécable. Ainsi, les trajectoires militantes et professionnelles peuvent se construire partiellement à partir d'une même expérience, les inscrivant dans une vision du monde cohérente et relativement homogène.

Clément, 42 ans, enseignant dans un lycée privé catholique sous contrat, est originaire du Vaucluse. Né d'un père employé dans la grande distribution et d'une mère aide-soignante à l'Hôpital, il a grandi dans une famille « *de droite traditionnelle, pas celle des propriétaires, mais la droite sociale, des classes moyennes* », catholique pratiquante, fortement attachée à la valeur du travail et soucieuse des traditions. Un de ses grands-pères était « *résistant gaulliste* », l'autre « *pétainiste* ». Il affirme que « *les deux héritages lui conviennent bien* ». Élève, il est scolarisé en établissement privé catholique non mixte sous contrat, du collège – dans lequel « *il n'y avait effectivement pas de Mohamed dans la classe* » – jusqu'au lycée, où il colle déjà « *des affiches « votez Le Pen ! »* ». Il enseigne désormais dans ce même établissement. Père de six enfants, son parcours militant, parental et professionnel relève typiquement de ce que Grégoire Kaufman nomme les « *nationaux-catholiques* » (Kauffmann, 2016), fervents catholiques imprégnés d'une culture maurassienne. Mais c'est certainement à l'aune de son expérience du scoutisme, dont il nous parle avec beaucoup d'entrain, qu'on peut saisir la cohérence de son engagement professionnel et militant.

« Je suis de tradition française et catholique. J'ai été aux scouts de France, de mes 8 ans à mes 17 ans. Puis j'ai continué. Étudiant j'ai même été chef scout. Mais aux scouts d'Europe cette fois-ci. Et mes enfants, aujourd'hui, sont scouts. [...] En fait, pour faire simple, les scouts d'Europe sont une scission des scouts de France, parce que dans les années 60, et ses grands bouleversements soixante-huitards, les scouts de France ont modernisé, entre guillemets, leur pédagogie. C'est-à-dire que l'uniforme, la chemise un peu brune, le béret et tout, ont été abandonnés pour des chemises jaunes, rouges, bleues, arc-en-ciel... l'aspect un petit peu traditionnel du scoutisme a été évacué. Parce que le scoutisme avait été fondé par un militaire. Et donc, il avait une image un peu, voilà, militaire, hiérarchisée, disciplinée. Voilà, tout en étant très moderne par certaines approches, sur la nature, sur l'autonomie. Donc les scouts de France ont enlevé ça [...] pour introduire... une approche... plus démocrate chrétienne.

Les scouts d'Europe sont restés plus conservateurs. J'ai été scout de France jusqu'à l'âge de 16 ans, et j'ai arrêté parce que je m'y retrouvais plus. C'était trop démocrate-chrétien. [...] J'ai arrêté en parallèle de ma prise de conscience politique. Donc je suis passé aux scouts d'Europe à 17 ans parce que je m'y retrouvais davantage, dans le fait d'avoir un bel uniforme impeccable, plutôt qu'une chemise rouge débraillée et un jean. »

Profondément marqué par l'expérience du scoutisme, Clément manifeste un goût prononcé pour l'action militante et l'esthétique militaire sur lesquelles il s'attarde longuement. Son entrée dans la carrière professorale n'est certainement pas étrangère à sa position de chef scout occupée une fois étudiant, alors qu'il débute aussi sa carrière militante. Séduit par l'encadrement des jeunes, il devient deux années plus tard surveillant – il utilise d'abord le mot « éducateur », avant de se reprendre – simultanément à ses études d'histoire, avant de passer le CAFEP.

« Le scoutisme a été fondé par les militaires. Donc il avait toujours une image un peu militaire, hiérarchisée, disciplinaire [...] Les aînés qui ont 16 ans, ils sont responsables des petits jeunes qui ont 7, 8 ans. Et ça, vraiment, chef scout, j'aimais bien. [...] D'avoir tous les matins un levé du drapeau. C'est quelque chose qui ne se faisait plus chez les scouts de France. Pareil pour la pratique religieuse. Elle est obligatoire et fait partie intégrante de la pédagogie. Ça a énormément influencé ma vie ça, les scouts, mon sens de l'engagement et de l'organisation viennent de là. Mon sens de l'identité aussi. »

L'analyse socio-biographique permet non seulement de mieux saisir l'articulation entre le cadre de socialisation, la trajectoire militante et le choix du métier, mais aussi de comprendre la forme que prend l'engagement professionnel (il passe le CAFEP pour enseigner dans des établissements catholiques privés sous contrat) et la vision que se fait Clément de son métier et de l'histoire. Attaché au roman national plus qu'aux dimensions scientifiques de la discipline, il se réapproprie – le cadre de l'entretien est toujours opportun à ce type de revendication de soi – l'imagerie républicaine, tout en investissant le propos de clairs marqueurs politiques – sur le caractère « révisionniste » de l'histoire – et religieux (« on est poussière et on redeviendra poussière »).

« Pour moi, l'histoire est une matière éminemment politique. Ça permet de comprendre le monde dans lequel on vit. Et puis elle est quand même porteuse de sens, chose dont on manque un peu aujourd'hui. C'est pour ça que moi, par exemple, je fais partie des enseignants qui auraient été de très bons Hussards noirs sous la 3e République. Parce que la partie « roman national », je pense qu'elle est nécessaire, même si scientifiquement on peut la critiquer. De toute façon, on peut tout critiquer scientifiquement, on peut même critiquer l'existence des chambres à gaz, scientifiquement... je ne suis pas en train de dire qu'elles n'ont pas existé, mais je veux dire [parle plus fort], dans une approche qui est celle de réviser... L'histoire est perpétuellement révisionniste. Donc oui, on peut critiquer le mythe de Vercingétorix, on peut critiquer le mythe de Jeanne d'Arc. On peut critiquer tout ça, mais, oui, elle fait sens. [...] J'aime la dimension « roman national », mais pas que, j'aime la dimension de comprendre la nature humaine, comprendre qu'on naît poussière, et qu'on redeviendra poussière. »

L'analyse de la trajectoire de Clément permet d'éclairer les modalités de l'articulation de l'engagement national-frontiste avec l'engagement dans l'enseignement. Ressort en effet des éléments que nous avons dégagés le rôle central joué par l'expérience du scoutisme : si Clément a été conduit à connaître une telle expérience en lien avec un héritage idéologique familial, il y a été socialisé à des valeurs, normes et pratiques qui apparaissent compatibles avec l'exercice du métier d'enseignant et favorables à un engagement dans un parti dont les membres ne rejettent pas fondamentalement celles et ceux qui ont pu porter la chemise brune.

[2] Propos repris dans le quotidien Le Figaro du 3 septembre 2014 (« Les collectifs du FN, un objectif plus médiatique que politique », Marion Joseph)

[3] Ces tendances demeurent confirmées par de récentes études quantitatives. Géraldine Farges, à partir d'une enquête par questionnaire menée auprès de 9000 enseignants à l'échelle nationale relève que seuls 0,3% des répondants du premier degré et 0,1% du second degré se positionnent à l'extrême droite (Farges, 2017).

De la construction d'un goût pour la nation à la conversion frontiste : comprendre les déplacements partisans.

Mais l'engagement à l'extrême-droite n'est pas l'apanage d'enseignants précocement sensibilisés à une culture congruente avec l'idéologie des partis situés à cet endroit de l'échiquier politique. Maxence et Samuel sont deux jeunes enseignants d'Histoire-Géographie. Leur trajectoire est marquée par le passage d'un militantisme de gauche anticapitaliste – dont l'intensité est néanmoins différente – à un engagement actif au Front national. Pour analyser les phénomènes de « conversion » (Darmon, 2011), Muriel Darmon préconise d'étudier l'effet de ces transformations sur la perception du monde et de restituer la temporalité d'un processus dont la forme est indissociable des caractéristiques sociales des « convertis ».

Maxence, enfant « métis » d'un père sénégalais devenu français après avoir servi dans la Légion étrangère et d'une mère professeure des écoles, se politise au lycée, alors que ses deux parents votent pour le Parti Socialiste, « *par conformisme* » pour sa mère et « *désir d'intégration* » pour son père. C'est lors de son année de Terminale, dans un lycée classé en éducation prioritaire, que Maxence débute son cheminement politique. Il y découvre le groupe Voïna, se passionne pour l'activisme politique – auquel il s'essaye modérément – et se souvient de ses cours de philosophie comme d'« *une découverte* », d'« *un bouleversement* ». Il loue les qualités de son enseignant, « *un philosophe qui a largement participé de [sa] prise de conscience politique et qui [lui] a fait comprendre que la politique était une chose très importante* ». Bachelier, Maxence part étudier en Hypokhâgne A/L, dans un établissement de proximité. Il vit cette année d'étude comme « une ouverture » : il fréquente les théâtres et l'opéra, relate avec passion l'émancipation de ces « *années passionnantes et exigeantes* » qu'il vit comme une véritable ascension sociale. Il se lie d'amitié avec un groupe de militants du Nouveau Parti Anticapitaliste, qu'il fréquente pendant quelques mois. Il s'initie à leurs côtés à la pensée critique de la gauche anticapitaliste, découvre le combat des LIP de Besançon et intègre un vocabulaire marxiste qu'il réutilise depuis volontiers. Cette expérience est cependant de courte durée. Les propos qu'il tient sur l'immigration déplaisent à ses camarades, et Maxence finit par trouver ce qu'il qualifie de « *groupuscule* », comme « *hypocrite* » et représentatif d'une « *classe moyenne de profs* » qui prétend « *représenter les ouvriers* », mais qui « *se donne surtout bonne conscience* ». C'est après sa classe préparatoire, alors qu'il part étudier en faculté d'histoire dans une autre grande ville, qu'il adhère au Front national, au moment où « *Florian Philippot avait pris la main sur le parti* ». Il n'y restera que quelques mois – et continue alors de se réclamer « *de gauche* » – avant de rejoindre l'Union pour la République, de François Asselineau.

Samuel quant à lui est le fils unique d'une famille monoparentale du nord de la France. Si sa mère avait entretenu, durant sa jeunesse, d'étroites sympathies pour l'extrême-gauche, il décrit la culture du foyer dans lequel il a vécu comme « non politique ». Il commence à militer dès sa licence d'Histoire dans son université locale – où il obtient un DEUG — au sein d'un petit syndicat étudiant d'extrême-gauche où il découvre la pensée marxiste. Il intègre La Sorbonne en Licence 3 d'histoire et adhère à la Ligue Communiste Révolutionnaire la même année. En même temps qu'il devient un cadre local du parti, il passe et obtient le CAPES d'histoire-géographie. Il décide en 2010 de quitter l'organisation, devenue entre-temps le NPA. Depuis plusieurs mois – et notamment en manifestant avec ses camarades pour la régularisation des sans-papiers – il ne s'y sentait plus à « *[s]a place* », « *déçu* » par les « *premières dérives* » qu'il constate alors — il cite notamment « *l'affaire de la candidate voilée* » [4]. Le malaise, vécu « *sur le mode du secret* », perdure et lui pèse de plus en plus. Il quitte finalement le parti et cesse durant plusieurs années tout engagement partisan. C'est quatre ans plus tard qu'il rejoint le Front national, où il connaît une ascension rapide. Il est ensuite élu conseiller régional d'Île-de-France et mis en disponibilité.

Pour Maxence – adhérant aux Amis du Monde diplomatique dont il apprécie la ligne antilibérale – et Samuel – qui se réclame de l'héritage philosophique marxiste – c'est d'abord l'opposition au libéralisme et à « *l'européisme* », largement évoquée lors des entretiens, qui explique partiellement cette conversion. Bruno Karsenti et Cyril Lemieux montrent en effet que si rapprocher la pensée socialiste de celle du nationalisme réactionnaire est chose plus qu'hasardeuse, ces deux idéologies « *partagent [...] la même indignation face aux ravages sociaux engendrés par l'évolution économique – ravages que la pensée libérale cherche de son côté à justifier comme des maux certes regrettables, mais nécessaires* » (Karsenti et al., 2017, p. 43).

[4] En 2010, lors des élections régionales, le Nouveau Parti anticapitaliste a présenté dans le Vaucluse la candidature d'une jeune femme voilée, Ilham Moussaïd.

Se qualifiant d'opposants au libéralisme politique – position partagée avec la gauche anticapitaliste, Samuel et Maxence se réclament tout aussi volontiers du souverainisme et revendiquent un rapport passionné à l'histoire de la Nation.

L'étude attentive de ces ruptures militantes révèle diverses dispositions à la proximité idéologique avec les thématiques fortes – notamment celle de la question migratoire et surtout celle de l'euroscpticisme – du Front national. Maxence n'a pas bénéficié d'une socialisation politique de gauche très intensive, il n'en a pas hérité la culture militante, comme il n'a pas connu, enfant, d'univers militant structuré de gauche. Quant à Samuel, il dit avoir été vite sceptique envers l'internationalisme communiste et très critique envers un jeune NPA jugé « *excessivement orthodoxe, bien loin du monde tel qu'il est* ». Une étude attentive de sa socialisation révèle certaines dynamiques biographiques favorables à un tel rapprochement avec le Front national : il souligne par exemple le rôle structurant de sa femme, ancienne professeure d'université en Histoire à Moscou qui « *en tant que Russe, forcément, voit les choses différemment* » et qui adhère au FN dans sa foulée. L'engagement est ainsi à considérer à travers l'intimité du couple (Marchand-Lagier, 2015), au sein duquel se tiennent des réajustements, négociations et interactions de long cours qui participent du renouvellement des habitus politiques. Durant les quatre années séparant son départ du NPA et son adhésion au FN, l'opposition de Samuel aux politiques migratoires, jugées laxistes, s'était renforcée.

Ces conversions ne se résument pas au simple passage d'un état à un autre, mais relèvent d'amples réajustements dans la manière qu'ont les individus de se représenter le monde et son ordre. L'entretien biographique permet alors de saisir le travail de mise en cohérence que supposent ces translations militantes radicales : L'identité et sa perception sont le fruit d'un travail d'appropriation, de négociation et de bricolage dont on aperçoit ici la finalité. L'acteur social est d'abord l'acteur de sa propre histoire, parce qu'il en est - partiellement - autant le scénariste que le metteur en scène. Comme le note le sociologue Jérôme Truc, dans la lignée de la pensée de Paul Ricœur, « *[...] l'identité narrative, loin d'être source d'une illusion biographique, devient le médiateur indispensable à une complétude de l'identité personnelle* » (Truc, 2005). Ainsi que le souligne encore Muriel Darmon, « *[u]ne conversion peut en effet s'analyser au niveau des dispositions, des pratiques, des conceptions du monde ou encore des conceptions de soi et des adhésions, allégeances ou revendications identitaires.* » (Darmon, 2011, p. 77). La manière dont Maxence restitue son appréhension du groupe Voïna est illustrative de cela, puisqu'il le reconnaît autant comme inspiration militante qu'il s'en distancie à la faveur de ses actuels engagements partisans.

« Il y avait un groupe d'activistes russe qui s'appelle Voïna. C'est un groupe d'artistes qui dénonçaient la politique de Poutine. En terminale je trouvais ça génial qu'on puisse faire de la politique à travers l'art, s'engager à travers l'art, parce que je faisais aussi des arts plastiques, j'étais en bac art plastique. [...] Plus tard, j'ai pris la distance avec cette philosophie-là : je me suis rendu compte que l'activisme de Voïna contre Poutine, en réalité, était manipulé par des puissances occidentales, dans un rapport de force entre grandes puissances. »

Penser les conversions partisans professorales de la gauche vers l'extrême droite suppose aussi d'en restituer la temporalité et la dimension processuelle [5]. À travers la narration de sa conversion, Samuel s'applique ainsi à légitimer son engagement. Contrairement à un engagement partisan à gauche perçu comme idéaliste et peu en prise avec le réel, le sien relèverait d'un « rapport vrai » au monde social. En faisant de son engagement le fruit d'un « travail d'historien », il le fait rationnel. En soulignant la dimension sociale des propositions du parti, il l'inscrit dans la continuité de ses engagements antérieurs. Le processus de conversion est donc restitué au service d'un processus de justification.

« En fait, la clé, c'est que ça a été très progressif. [...] Ça a pris quatre ans et beaucoup de dialogues, avec ma femme notamment. C'est un très long processus, comme pour moi le FN c'était un peu l'antéchrist. C'est un processus qui passe par mes postes en banlieue, par la découverte de certaines réalités. Que ce soit d'un point de vue migratoire, que ce soit d'un point de vue social. Quand on découvre un peu la brutalité de la banlieue parisienne et par extension de certains endroits en France, on se pose davantage de questions. Il y a cette sensibilité à la question de l'immigration, clairement, qui joue, et qui me travaille intellectuellement. Et puis, en parallèle, il y a la découverte quasiment fortuite un jour, en regardant par hasard, une

[5] « Face à une conversion perçue, sinon comme miraculeuse, du moins comme immédiate, instantanée, les usages sociologiques de la notion insistent en effet sur la manière dont la conversion s'inscrit dans une durée », (Darmon, 2011, p. 77).

vidéo sur Internet, d'un discours de Marine Le Pen d'un premier mai, d'un volet social du FN très fort et que j'ignorais complètement, moi qui était resté au reaganisme du père Le Pen. [...] Je me rends compte que le socialisme absolu n'existe pas, que l'ultralibéralisme n'est pas une recette. Je cherchais des équilibres, que je trouve dans le discours du Front national en regardant derrière les caricatures, en allant voir directement à la source, en faisant un travail d'historien. »

L'engagement militant à l'extrême droite et l'engagement professionnel dans le métier d'enseignant trouvent leur source dans une trajectoire biographique souvent atypique, mais cohérente, aux yeux des enquêtés, entre le projet idéologique qu'ils portent en tant que militant d'extrême-droite et le métier qu'ils exercent en tant que professeur d'Histoire-Géographie.

Comment l'engagement frontiste des enseignants se maintient-il ?

Comme l'affirme Valérie Lafont dans un article dédié à l'analyse de carrières militantes de jeunes encartés au Front national, « à la différence d'autres engagements à vocation humanitaire ou morale, le militantisme au Front national est associé dans les représentations majoritaires à des images négatives et dévalorisantes » (Lafont, 2001, p. 175). Au sein d'un milieu socioprofessionnel rétif au Rassemblement national, l'engagement frontiste des enseignants peut également s'analyser telle une déviance. Les « coûts » de ce militantisme sont susceptibles de les éloigner d'un tel engagement. Il apparaît donc opportun de comprendre quels bénéfices les professeurs d'extrême droite peuvent en tirer.

Un engagement toujours coûteux

Si les « mondes enseignants » (Farges, 2017) ont toujours été disparates et attachés à des réalités professionnelles diverses, la défiance envers l'extrême droite – liée notamment au lien ténu entre les enseignants et la République – constitue un des traits unificateurs de ce groupe socioprofessionnel. L'engagement des professeurs à l'extrême droite est donc toujours coûteux ou perçu comme tel, bien que cela soit toujours relatif au contexte d'exercice [6]. Les enseignants militant à l'extrême droite rencontrés – et notamment les plus jeunes – observent une méfiance sur la manière dont leur militantisme pourrait, s'il venait à être découvert, affecter leur carrière. Ils peuvent, en conséquence, développer certaines craintes quant aux effets de leur engagement sur le rapport qu'ils entretiennent avec l'institution.

Yann, jeune professeur stagiaire dans le secondaire et sympathisant puis militant frontiste, se refuse par exemple de faire part de ses opinions politiques. S'il projette de s'engager activement au Front national, il attend stratégiquement sa visite d'inspection – destinée à valider sa titularisation – avant de prendre contact avec la fédération locale. Une fois passée la visite de l'inspecteur, il échange par courriels avec le secrétaire départemental du FN pour se présenter et exprimer son souhait de rejoindre le parti. Victime d'un piratage, d'une connexion frauduleuse, ou, comme le suspectent certains de ses collègues, d'un dévoilement volontaire non assumé, l'échange en question est transféré quelques jours plus tard – depuis la salle des professeurs – à l'ensemble de ses pairs.

« Là, [...] j'ai ma boîte mail qui est piratée. Ma boîte mail personnelle. Et j'ai des messages d'échanges avec des cadres du Front national qui sont envoyés sur des messageries d'autres profs. Et bien sûr, tout avait été effacé, c'est simplement d'autres profs qui m'ont envoyé des mails pour comprendre pourquoi est-ce que j'envoyais ça depuis ma messagerie. Et du coup eux, je voyais tout ce qui avait été transféré, c'était plein de transfert qui avait été effectuée. J'ai un ami très geek, qui touche à tout, et qui a trouvé l'adresse IP de l'ordinateur qui a tout transféré. Ben je n'ai pas mis longtemps à comprendre qu'en fait tout était envoyé depuis le lycée. Je ne sais pas comment ça a été fait, comment les gens ont pu avoir mon mot de passe ou je ne sais quoi. En tout cas, c'est une boîte mail que j'avais pu utiliser avec l'établissement auparavant. Après je suis allé regarder les PC en salle des profs, et j'ai trouvé l'IP à un chiffre près. Donc je sais que ça vient d'un prof ou d'un personnel administratif. J'ai porté plainte »

Pour ces militants, le moment où la nature de leur engagement est rendue publique est vécu

[6] L'ancienneté dans la profession et dans l'établissement, la nature de l'établissement d'exercice – privé sous contrat ou public, l'intensité de l'activité syndicale, la densité du collectif de travail, etc. influencent grandement la vigueur et l'ampleur du stigmate auquel ils s'exposent.

avec une certaine appréhension : comme le note Erving Goffman, l'individu « *discréditable* » doit composer avec l'incertitude (Goffman, 1975) : les conséquences du stigmate ne sont jamais proprement prédictibles. Le dévoilement de leurs engagements militants engendre ainsi des coûts tantôt manifestes, tantôt supposés, qu'ils doivent savoir gérer ou tout au moins apprendre à gérer.

Le coût de l'engagement à l'extrême-droite s'apprécie de façon plus certaine dans les interactions quotidiennes qu'entretiennent ces professeurs avec leurs collègues, pendant lesquelles les enquêtés expérimentent et éprouvent leur « différence fâcheuse » (Goffman, 1975, p. 15). La mise à distance dont ils peuvent être l'objet vient alors marquer l'indésirabilité politique de leur engagement.

Xavier, professeur certifié d'histoire-géographie âgé de 30 ans, est affecté dans un lycée public de centre-ville en région parisienne. Issu d'un lycée militaire après lequel il intègre un Institut d'Études Politiques, il s'intéresse d'abord à la figure de Jean-Pierre Chevènement, avant d'être « séduit », par l'intermédiaire de ses amitiés étudiantes, par la « ligne Buisson-Sarkozy ». S'il n'adhère pas à l'UMP, il se dit très déçu par la ratification du traité de Lisbonne qu'il qualifie de « véritable trahison ». Il intègre alors le Front national, désireux d'y mener une carrière politique. Il évolue rapidement au sein de la structure partisane locale, à proximité de son établissement d'exercice. Alors qu'il fonde un collectif Racine départemental – projet mené sans en toucher un mot aux collègues de son lycée, il donne une interview dans un journal local. La publication de l'article, en pleines vacances scolaires, ne passe pas inaperçue, et occasionne de nombreuses ruptures amicales, notamment avec ses collègues engagés à gauche.

« Arrivent les vacances et donc bon... 15 octobre [jour des vacances] je suis très bien intégré, et là je lance le collectif... le 28 je sors le truc [le collectif Racine] et le 29 octobre l'article du Parisien sort... je savais que ça allait se savoir rapidement, mais c'est encore plus rapide que ce à quoi je m'attendais. [...] Il y a quelqu'un qui balance l'article, en disant « attention les fascistes arrivent », sur tout le réseau des profs du lycée à destination de tous les collègues. Sauf moi. [...] Donc début novembre j'arrive et je vois que les regards ont un peu changé, notamment les gauchistes avec qui j'avais passé une soirée précédemment, [...] du jour au lendemain, alors que j'étais bien intégré, voire j'étais devenu un peu un pote avec eux, ils ne me parlent plus du tout. J'étais devenu un objet de discussion aussi, pour toute la salle des profs. [...] Un jour, on m'a rapporté, j'ai fait la bise à une collègue et on lui a dit, "mais tu sais qui t'a fait la bise, là ?" »

Pour de nombreux enquêtés, la marginalisation, l'isolement, voire l'hostilité, constituent ainsi le prix du militantisme frontiste. Le Rassemblement national n'est en effet pas aussi banalisé dans l'univers enseignant qu'ailleurs. Militer au RN, pour un enseignant, suscite encore l'incompréhension et fonde de profondes inimitiés.

Des rétributions décisives offertes par la professionnalisation politique

Comprendre le maintien des engagements professoraux au service du parti implique donc de mettre au jour les leviers qu'il mobilise pour susciter un attachement et un investissement durables de la part des enseignants qui militent pour lui. Comme le note Gaxie, « *il faut corrélativement de puissants investissements, générant des injonctions et des inclinations impérieuses, pour s'engager dans une action collective au "péril" ("objectif") [...], de l'équilibre de sa famille, de la stabilité de son emploi ou de sa réussite professionnelle* ». (Gaxie, 2005, p. 176). Au regard du coût subi par les professeurs militant à l'extrême droite, il faut donc objectiver les rétributions que les partis auxquels ils adhèrent leur offrent et l'intérêt qu'y trouvent ces professeurs.

Des ressources précieuses pour un parti en recherche de cadres

Pour le Front – puis Rassemblement – national, la formation d'une élite partisane capable de s'adapter aux codes langagiers, rhétoriques et comportementaux propres à l'arène médiatico-politique représente un enjeu crucial (Igounet, 2015). Le parti doit en effet composer avec une carence régulière de personnel politique apte à gérer et administrer une fédération locale et à s'exprimer en public de façon convaincante. Cet impératif s'inscrit dans une double dimension. Outre organiser les forces militantes de manière à permettre l'administration d'une organisation partisane aux dimensions croissantes, il s'agit aussi d'accompagner la stratégie de banalisation intrinsèque au parti. On peut lire dans une note interne de l'Institut

de formation national – la structure de formation du Front national – datée, déjà, de 1990 et repérée par Valérie Igounet, que « [p]our séduire, il faut d'abord éviter de faire peur et de créer un sentiment de répulsion [...] Il est donc essentiel lorsqu'on s'exprime en public, d'éviter les propos outranciers et vulgaires. On peut affirmer la même chose [...] dans un langage posé et accepté par le grand public » (Igounet, 2015, p. 283). Le recrutement de cadres compétents est alors essentiel à la construction d'une « image positive » du parti dans l'opinion (Ibid., p. 284). Les difficultés rencontrées par le Front national puis le Rassemblement national à recruter ce profil de militant est rapporté par de nombreux enquêtés.

« C'est un parti maintenant qui réussit, donc on voit arriver tous ceux qui veulent faire carrière, qui sont parachutés, et caetera. Ce que je ne supportais pas, moi, c'est que c'est un parti qui a énormément de voix, mais au niveau du militantisme [...] ils ne respectent pas les militants. Et ils manquent de cadre, c'est famélique. Ils manquent de cadres qui tiennent la route. »

Entretien avec Bernard, Professeur certifié d'Histoire-Géographie à la retraite

« Quand j'arrive, c'est une fédération en ruine. [L'ancien responsable de la fédération], je le suivais depuis des mois : il avait 23 ou 24 ans, il ne savait pas écrire, il faisait 15 fautes par ligne, et moi j'avais vu que c'était un peu le jeune qui montait. [...] Enfin c'est une catastrophe quoi. Mais justement ça pose la question encore à ce moment-là à l'été 2015 de l'amateurisme du front quoi, c'est hallucinant. »

Entretien avec Xavier, professeur certifié d'Histoire-Géographie

Aussi, l'étude des trajectoires militantes des enseignants frontistes met en exergue l'existence d'une « filière » d'accès aux fonctions d'encadrement partisan qui profite particulièrement aux professeurs. La maîtrise formelle de la culture légitime, certifiée dans le champ professionnel par la détention d'un concours de l'enseignement, permet en effet au parti de s'assurer les services de militants maîtrisant le langage politique institutionnel.

« Je produis les notes écrites, au niveau de l'analyse. Je suis dans un savoir-faire technique en fait pas du tout niveau politicien. Je ne fais pas de la politique politicienne quoi. Moi ça me n'intéresse pas plus que ça. [...] Vraiment, ce que je voulais, c'était plutôt être là en tant que technicien. Après évidemment on m'a confié pendant la campagne des tâches de campagne, de tractage, tout ça quoi. Que j'ai fait évidemment. »

Entretien avec Laurent, professeur certifié d'Histoire-Géographie

Rédactions d'argumentaires, prises de parole dans les médias, réflexions stratégiques... sont autant de tâches, hautement valorisées et valorisables, qui reviennent ainsi plus aisément aux enseignants militants ; ceux-ci trouvant, par ce biais, une reconnaissance certaine auprès des membres les plus investis de leur parti.

Alors que « l'existence d'une file d'attente sélectionne les personnes pour ne retenir que celles qui sont conformes aux normes de l'espace en question » (Bollaert et al., 2018, p. 792), les ressources professionnelles des enseignants (compétences rédactionnelles et analytiques, capacité d'expression orale) agissent ainsi comme autant de « coupe-file » dans un parti qui – en raison de la relative rareté de ses cadres – permet déjà une ascension plus rapide dans la hiérarchie partisane que les autres. De fait, Xavier est par exemple devenu secrétaire départemental du parti seulement un an et quatre mois après son adhésion.

Plus qu'une simple compensation du coût de l'engagement, ces rétributions permettent aussi, à mesure que le professeur évolue dans la hiérarchie partisane, d'en diminuer le poids effectif. À l'image de Xavier, certains militants indiquent ainsi de moins en moins fréquenter la salle des professeurs et leur établissement d'exercice. L'octroi de responsabilités augmentant le temps dédié aux activités politiques, celui consacré à l'exercice professionnel est amené à diminuer, réduisant dans le même temps l'exposition au stigmatisme.

Si ce processus de professionnalisation politique se concrétise sous des formes plus ou moins développées selon les enquêtés rencontrés, ils sont nombreux à en évoquer l'existence et les effets. De Samuel, bénéficiaire d'une mise en disponibilité, en passant par Xavier qui affirme qu'il a « franchement [...] moins travaillé que ce qu'il aurait, peut-être, dû », parce qu'il ne « pouvait pas » continuer à s'investir autant dans son métier, tous les professeurs militants

chargés d'importantes responsabilités locales ou nationales expliquent moins côtoyer leurs collègues enseignants. Les enseignants frontistes qui se voient offrir des opportunités d'ascensions partisans captent ainsi autant de rétributions sociales et symboliques par ce biais que par la réduction des rétributions négatives qu'elles génèrent pour eux dans leurs établissements.

Si les trajectoires militantes des enseignants frontistes étudiées au cours de cette enquête attestent du caractère atypique de cet engagement, leur analyse fait néanmoins apparaître des logiques qui lui sont propres. Peu légitime au sein des mondes enseignants, le militantisme frontiste y est souvent plus stigmatisé qu'ailleurs. Les rétributions que le parti est en capacité d'offrir peuvent néanmoins compenser le discrédit lié à cet engagement. À travers l'ascension rapide que le parti offre aux enseignants, l'entre-soi militant vient souvent se substituer à un entre-soi professionnel qui favorise d'autant l'investissement politique qu'ils réalisent. Phénomène d'autant plus notable que l'on constate, dans certains partis historiquement proches des milieux enseignants, une relative marginalisation de la « ressource enseignante » (Lefebvre et al., 2022, p. 237).

Bibliographie

Bolaert J., Michon S., Ollion E., « Le temps des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l'Assemblée nationale en 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 68, no. 5, 2018, p. 777-802.

Darmon M., 2011, « Sociologie de la conversion. Socialisation et transformations individuelles », in **Burton-Jeangros C., Maeder C.**, *Identité et transformation des modes de vie*, Genève et Zurich, Seismo, p. 64-84.

Chevalier B., 2023, « Des enseignante.es au Rassemblement national. Comprendre des cas apriori dissonants d'engagement partisan », in **Dahani S., Delaine E., Faury F., Letourneur G.**, *Sociologie politique du Rassemblement national*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 151-174.

Farges G., 2017, *Les mondes enseignants. Identités et clivages*, Paris, Presses Universitaires de France.

Ferhat I., 2011, « Le syndical et le politique. Le cas du parti socialiste et de la FEN, des années 1970 au début des années 1990 », *Histoire@Politique*, vol. 13, n° 1, p. 125-145.

Frajerman L., 2008, « L'engagement des enseignants (1918-1968) », *Histoire de l'éducation*, vol. 117, no 1. p. 57-96.

Frajerman L., 2017, « Le vote FN des enseignants, une bulle médiatique ? », *The conversation*, 2017, En ligne : <https://theconversation.com/le-vote-fn-des-enseignants-une-bulle-mediatique-76182>.

Gaxie D., 2005, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol. 11 no 1., p. 157-188.

Goffman E., 1975, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de minuit.

Igounet V., 2015, « La formation au Front national (1972-2015). Son histoire, ses enjeux et techniques », in Crépon S., Dézé A., Mayer N., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 269-296.

Karsenti B., Lemieux C., 2017, *Socialisme et sociologie*, Paris, Les éditions de l'EHESS.

Kauffmann G., 2016, *Le Nouveau FN: Les vieux habits du populisme*, Paris, Seuil.

Lafont V., 2001, « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 175-198.

Lahire B., 1998, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

Lefebvre R., Sawicki F., 2022, « Pourquoi les enseignants français tournent-ils aujourd'hui le dos à l'engagement politique ? » in **Barrault-Stella L., Gaïti B., Lehingue P.**, *La politique désenchantée ? : Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 219-239.

Marchand-Lagier C., 2015, « Les ressorts privés du vote front national. Une approche longitudinale », in **Crépon S., Dézé A., Mayer N.**, *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 345-374.

Truc G., 2005, « Une désillusion narrative ? De Bourdieu à Ricœur en sociologie », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, vol. 8., p. 47-67.